

L'étiquette « sans OGM » fleurit dans les rayons

Les poulets de Loué, les porcs fermiers de la Sarthe, les bœufs du Maine Label rouge ne mangent pas de soja transgénique. Un macaron le dit désormais au consommateur.



De gauche à droite : Alain Cabannes (porcs fermiers de la Sarthe), Yves de la Fouchardière, Alain Allinant, Nathalie Dreux (Fermiers de Loué), Emmanuelle Dupont (bœuf fermier du Maine) : les premières étiquettes « nourri sans OGM » sont posées.

Une nouvelle étiquette fleurit dans les rayons. Le consommateur peut y lire la mention « **nourri sans OGM minimum garanti 99,1 %** ». Toute filière d'élevage capable de garantir que ses animaux ne mangent pas d'aliment transgénique est – enfin – autorisée à étiqueter cette information sur la viande ou les œufs vendus en magasin.

Réuni sous l'égide de la Direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, le Conseil national de la consommation a donné son feu vert, le 19 mai, en attendant la promulgation d'un décret interministériel.

« On sort enfin du « ni-ni » : ni étiquetage pour les productions animales nourries avec OGM, ni étiquetage pour les productions animales nourries sans OGM. C'est une petite révolution. La France

rejoint l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie », se félicite Yves de la Fouchardière, directeur des Fermiers de Loué.

Un million de macarons « sans OGM » par semaine

La coopérative sarthoise, n° 1 français de la volaille Label rouge, s'est battue bec et ongles pour obtenir cette avancée dans la transparence et dans l'information du consommateur. Elle va coller chaque semaine un million de macarons « sans OGM » sur ses poulets, œufs et autres escalopes !

Dès la mise en culture des premiers arpents d'OGM sur la planète dans les années 90, elle a clairement fixé le cap : pas plus qu'ils n'ont trempé le bec dans les farines animales, nos poulets ne picoreront pas d'OGM.

Avec d'autres coopératives

régionales (Terrena, la Cavac), elle a construit une filière tracée et sécurisée d'approvisionnement en soja non transgénique en provenance du Brésil. « Ces efforts, non répercutés sur le prix de vente, nous ont coûté sept millions d'euros, chiffre Alain Allinant, président des Fermiers de Loué. Nous ressentions comme une injustice de ne pas pouvoir le faire savoir. Désormais, la parole est aux consommateurs : ils vont pouvoir dire – concrètement – s'ils veulent ou pas des OGM. »

La locomotive des poulets de Loué a entraîné dans son sillage d'autres filières de qualité, toutes réunies par la même exigence d'une alimentation sans OGM pour leurs animaux et par la volonté de le faire savoir sur des étiquettes : Labels rouges porcs fermiers de la Sarthe et bœuf fermier du Maine, viande AOC Maine-Anjou,

beurre d'Échiré, fromages Sèvre et Belle, tome de Laguiole... En s'agglomérant, toutes ces filières et leurs 3 500 agriculteurs vont conforter et pérenniser la culture du soja non-OGM.

« Notre cahier des charges interdit le soja dans l'alimentation de nos animaux. Nos fournisseurs nous garantissent un aliment exempt d'OGM. C'est pour nos 700 éleveurs un aboutissement de pouvoir le communiquer aux bouchers artisans et à leurs clients », déclare Emmanuelle Dupont, de l'association bœuf fermier du Maine. « Il faut un contrepoids au lobby des OGM. Notre initiative préserve la liberté de choix du consommateur », conclut Alain Cabannes, directeur du porc fermier de la Sarthe.

Xavier BONNARDEL.

Vers un soutien accru aux Burundais

La coopération Pays de la Loire-Burundi a débouché sur du concret. Reste à consolider les actions engagées.

Deux questions à...

Patricia Cereijo.

Conseillère régionale des Pays de la Loire, en charge de la coopération internationale.

Quel bilan tirez-vous de ces deux ans de coopération entre les Pays de la Loire et le Burundi ?

Au fur et à mesure, de nouvelles associations de la région nous ont rejoint. Une quarantaine sont maintenant impliquées. En très peu de temps, des actions concrètes ont été réalisées. Exemple, cette machine à glace, qui permet maintenant à une centaine de pêcheurs de conserver leur poisson. Dans le domaine de la santé, des chirurgiens de Gynécologie sans frontières ont opéré des femmes souffrant de fistule obstétricale. Ces opérations ont bien réussi et ont participé à leur réinsertion sociale.

Quels sont les projets pour 2009-2010 ?

On veut conforter les quatre thématiques (agroalimentaire, santé, environnement et sport) et les ancrer auprès de la population. Montrer que ça peut apporter une plus-value. Il faut



La formation d'infirmiers et d'aides-soignants fait aussi partie de la mission régionale au Burundi.

que la machine à glace, par exemple, devienne « leur » machine, qu'ils la comprennent et se l'approprient. Elle pourrait également servir pour d'autres secteurs. Là-dessus, nous avons une marge de progression.

Avec la chambre régionale d'agriculture, on essaie d'aller vers le cofinancement d'une machine pour conditionner le thé en petits sachets. Pour les femmes souhaitant créer leur propre activité, des microcrédits devraient être mis en place.

Nous allons également continuer notre projet de lutte contre le sida, notamment à la prison de Mpimba, pour soutenir les femmes et leurs bébés infectés par le VIH.

Recueilli par Caroline BONNIN.

La logistique, moteur de l'économie

50 000 personnes. C'est le nombre d'emplois, en 2005, dans les métiers d'entrepôt, de manutention et d'emballage (conducteurs non compris), soit le secteur de la logistique régionale, selon une étude que vient de publier l'Insee, l'institut de la statistique. C'est beaucoup : entre 1999 et 2005, l'emploi régional dans le secteur a enregistré une hausse de 6 %, soit deux points de plus qu'au niveau national. Particularités de la logistique en Pays de la Loire : elle conserve en interne une grande part de son activité (faible externalisation)

et recourt fortement à l'intérim.

Travailleur-type en logistique. Il est jeune (de 30 à 39 ans pour la majorité), c'est un homme (moins d'un poste sur quatre est occupé par une femme) et il est ouvrier qualifié. Son salaire est inférieur à la moyenne nationale. À noter, aussi, le rôle moteur de l'est de la Vendée et du Choletais, deux zones spécialisées dans la logistique.

L'étude que l'Insee vient de publier ne tient compte que des chiffres de 2005 à 2007. Pour mesurer l'impact de la crise sur le secteur, il faudra encore attendre.

PORTES OUVERTES
28 & 29 juin - 4 & 5 juillet
de 10h à 19h
CAMPING LE TREMONDEC
Location et vente de mobil-homes

la Cloche
REVUE CABARET
SAISON 2009/2010
37 REPRÉSENTATIONS
Parc des Expositions - NANTES La Beaujoire - hall 5

A partir du 24 juin
Chez nous,
aldes